Profil du secteur du tourisme durable dans le Pacifique

Préparé pour :

Secretariat of the Pacific
Regional Environment Programme (SPREP)

Cameron-Cole, LLC
100 Cummings Center, Suite 335-A
Beverly, MA 01915 (USA)
Téléphone +1.781.881.0271
www.cameron-cole.com

Date : le 15 janvier 2017

creating sustainable success

Résumé

Selon les Nations Unies, le tourisme international poursuit sa croissance rapide. En 2012, un milliard d'arrivées de touristes ont été enregistrées et le secteur a contribué au PIB mondial à hauteur de 9 % (impact direct, indirect et induit), représentant 1 emploi sur 11 dans le monde entier. Entre 2020 et 2030, les pays développés et en développement prévoient une croissance soutenue constante – 2,2 % et 4,4 % respectivement – pour atteindre un total de 1,8 milliard d'arrivées internationales d'ici 2030.[1] Le taux de croissance du tourisme dans les îles du Pacifique dépasse celui des pays en développement de plus de 25 %.[2]

Les activités liées au tourisme ont des impacts environnementaux importants, contribuant notamment à 5 % des émissions provoquant des changements climatiques mondiaux selon les estimations. Si la courbe de croissance commerciale continue à se maintenir, on s'attend à ce que les impacts liés au tourisme augmentent significativement d'ici 2050 : consommation d'énergie (154 %), émissions de gaz à effet de serre (131 %), consommation d'eau (152 %) et élimination des déchets solides (251 %).[3]

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, l'année 2017 est « l'année du tourisme durable ». Dans le cadre de cette distinction, le tourisme durable représente les activités touristiques promouvant :

(1) une croissance économique inclusive et durable ;
(2) l'inclusion sociale, l'emploi et la diminution de la pauvreté ;
(3) l'efficacité de l'utilisation des ressources, la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques ;
(4) les valeurs culturelles, la diversité et le patrimoine ;
(5) la compréhension mutuelle, la paix et la sécurité.[4]

Selon les recherches menées par Cameron-Cole et l'expérience tirée des visites effectuées, nous pensons que le « tourisme durable » dans le Pacifique ne possède pas les caractéristiques nécessaires lui permettant d'être considéré comme un « secteur ».

Bien que certains éléments nécessaires pour que le tourisme durable puisse être considéré comme un « secteur » soient bien présents, ou sur le point de l'être, il existe généralement certaines lacunes dans les domaines listés ci-dessous ne permettant pas au tourisme durable d'être qualifié de secteur :

- des normes fondamentales et mesurables (à la fois obligatoires et optionnelles) et une terminologie définissant la durabilité/ce qui est durable ;
- des moyens permettant de développer et d'appliquer de telles normes ;
- des nombres de visiteurs ou des volumes/une dimension économique adéquats.

Par exemple, presque aucune des îles du Pacifique visitées ou étudiées ne quantifie la contribution du tourisme à l'économie nationale, sans parler du tourisme durable.

Pour cette raison, l'analyse et les données sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques de Cameron-Cole sont axées autour du tourisme en général. Nous apporterons des preuves empiriques des activités durables et fournirons un cadre et un modèle pour la transformation du tourisme en général en tourisme durable. Concernant les aspects analytiques, nous examinerons les chiffres totaux des visites touristiques et évaluerons l'impact du tourisme mondial sur les questions relatives à

---

[1] NOTE CONCEPTUELLE – Towards the Development of the 10YFP Sustainable Tourism Programme (Vers le développement du programme de tourisme durable 10YFP), modifiée : le 22 décembre 2014, pages 1 à 6.
[2] De 2011 à 2015, les arrivées de touristes dans les îles du Pacifique ont augmenté de 5,2 % par an en moyenne, principalement en raison des arrivées par navire de croisière.
[3] Ibid, p. 6-7.
[4] http://www2.unwto.org/tourism4development2017

l'environnement, à la protection et au patrimoine culturel. Lorsque des données seront disponibles, nous discuterons des impacts économiques sur la totalité du secteur touristique.

- Sur la base de nos entrevues et de notre propre expérience, nous évoquerons des exemples illustrant des activités écotouristiques directement ou indirectement en lien avec les environnements marins. De la même manière, nous aurons besoin de fonder toute demande de marché ou tout indicateur prospectif sur des éléments de preuve empiriques plutôt que sur des initiatives formelles visant à recueillir des données.

Tendances en matière d'arrivées et de visites

Globalement, la dernière tendance en matière de visites touristiques dans les îles du Pacifique se traduit par une croissance de 5,2 % par an, comme le montre le Tableau 1, un taux supérieur à celui déjà élevé de 4,4 % attendu par les pays en développement. Le consensus naissant dans le secteur indique que ces taux de croissance ne sont pas durables.[5] En effet, en termes d'impact global, plusieurs pays se trouvent déjà à l'extérieur des limites des capacités de l'environnement à absorber l'impact des visites touristiques, alors que d'autres pays disposent de ressources qui restent viables écologiquement, mais doivent faire face à des pressions importantes et grandissantes susceptibles de les rendre non viables.

En raisonnant en valeur absolue, nous nous sommes concentrés sur les pays, comme indiqué dans le Tableau 1, qui représentent au moins 90 % du tourisme dans la région. L'île de Guam représente une valeur aberrante au regard du nombre global de visites. Elle reçoit presque deux fois plus de visiteurs que le pays suivant le plus visité – les îles Fidji – et elle reçoit environ 20 fois plus de visites que les îles Tonga.[6]

Visiteurs par avion et par bateau	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM[7]	Nombre total de visiteurs
Îles Fidji[8]	675 050	660 590	676 090[9]	692 630	754 835	2,9 %	3 459 195
Polynésie française	196 448	209 488	214 278	228 273	239 077	5 %	1 087 564
Île de Guam	1 159 778	1 308 035	1 334 497	1 343 092	1 409 050	5,1 %	6 554 452

[5] Voir : http://linkis.com/www.travelmole.com/tJmfa, http://destinationcenter.org/2016/10/what-to-do-about-overcrowded-destinations/ et http://www.conscious.travel/beyond-overtourism/

[6] Notre analyse des tendances en matière de visites par type d'arrivées dans les territoires est troublée par le fait que nous ne savons pas comment sont répartis les visiteurs entre les différents modes d'arrivée. Dans la mesure où les îles Fidji ne suivent pas les visites par type d'arrivée, nous devons construire nos estimations en nous fondant sur d'autres sources de données connexes. Sur la base de recherches préliminaires, nous supposons que les visites des îles Fidji par la mer représentaient environ 80 % des visites effectuées en Nouvelle-Calédonie. Les arrivées par la voie aérienne en 2011 ont fait l'objet d'une estimation correspondant à la différence entre les visites par la voie maritime estimées et le nombre total connu d'arrivées. Pour la période 2012-2014, nous supposons que les arrivées par avion aux îles Fidji ont augmenté au taux moyen constaté dans la région de 0,4 %. Les arrivées par bateau sont déterminées en calculant la différence entre les arrivées par avion et le nombre total de visites. Les données concernant les îles Fidji en 2013 n'étaient pas disponibles ; pour cette année-là, nous avons utilisé la moyenne des données relatives à 2011, 2012 et 2014.

[7] Taux de croissance annuel moyen.

[8] Voir note de pied de page 6.

[9] Données non disponibles pour 2013. La moyenne des visiteurs pour 2011, 2012 et 2014 a été utilisée à la place.

Nouvelle-Calédonie	347 559	390 145	493 678	528 823	558 075	12,9 %	2 318 280
Îles des Palaos	118 055	124 286	111 145	146 867	167 481	10,2 %	667 834
Îles Samoa	127 603	134 564	124 579	131 796	120 901	-1,1 %	639 443
Îles Tonga	73 646	63 722	68 707	58 393	63 184	-3,1 %	327 652
Îles du Vanuatu	248 898	321 404	357 405	329 013	287 423	4,9 %	1 544 143
Nombre total de visiteurs	2 947 037	3 212 234	3 380 379	3 458 887	3 600 026	5,2 %	16 598 563

Tableau 1 : arrivées par avion et par bateau de 2011 à 2015.

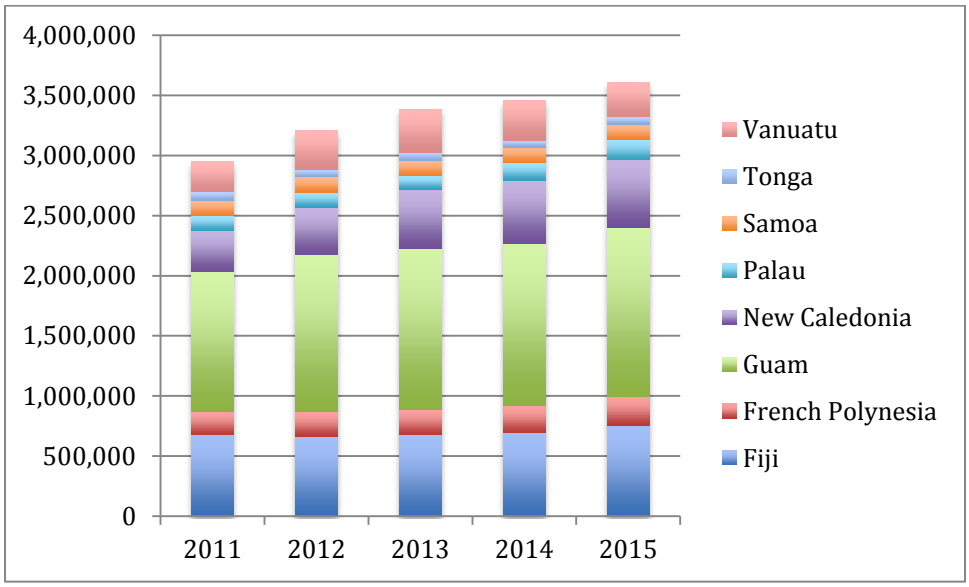

Figure 1 : arrivées par avion et par bateau de 2011 à 2015.

Comme le montre le Tableau 2, à un certain niveau, quiconque se rend dans un pays ou territoire, que ce soit pour des motifs professionnels ou familiaux, répond finalement partiellement ou en totalité au statut de « touriste ». Tous les visiteurs – ou une grande majorité – utilisent tout ou partie des infrastructures prévues pour les « touristes ». Cela inclut les sites et activités à caractère environnemental et culturel, ainsi que les hôtels, les restaurants, etc., tout en impliquant une contrainte simultanée importante exercée sur les infrastructures de base relatives notamment à l'alimentation, à l'énergie, au transport, et aux réseaux d'approvisionnement et d'évacuation d'eau. Alors que les personnes effectuant des visites professionnelles et familiales peuvent utiliser nombre de ces composantes avec moins d'intensité que les « touristes » conventionnels, ils les utilisent néanmoins et il en résulte des impacts directs ou indirects sur le milieu marin.

Degré de l'impact	Résidents	Personnes rendant visite à leur famille	Personnes effectuant des visites professionnelles (gouvernement, affaires, sport)	Touristes arrivés par avion	Touristes arrivés par bateau
Ressources marines côtières	⊙	•/O	•/O	O/⊙	⊙
Ressources marines océaniques	⊙	•	•	•/O	⊙
Terres connectées à la mer	⊙	•/O	•	•/O	•
Eau raccordée à la mer	⊙	•/O	•	•/O	•
Alimentation	O/⊙	•/O	•	O/⊙	⊙
Énergie	O/⊙	•/O	•	O/⊙	•/O
Approvisionnement en eau	O/⊙	•/O	•	O/⊙	•/O
Évacuation des eaux	O/⊙	•/O	•	O/⊙	•
Transport local	⊙	•/O	•/O	•/O	O/⊙
Transport national/international	O	•/O	•/O	⊙	•/O

Impact élevé ⊙ Impact modéré O Impact faible •

Tableau 2 : degré de l'impact sur les ressources.

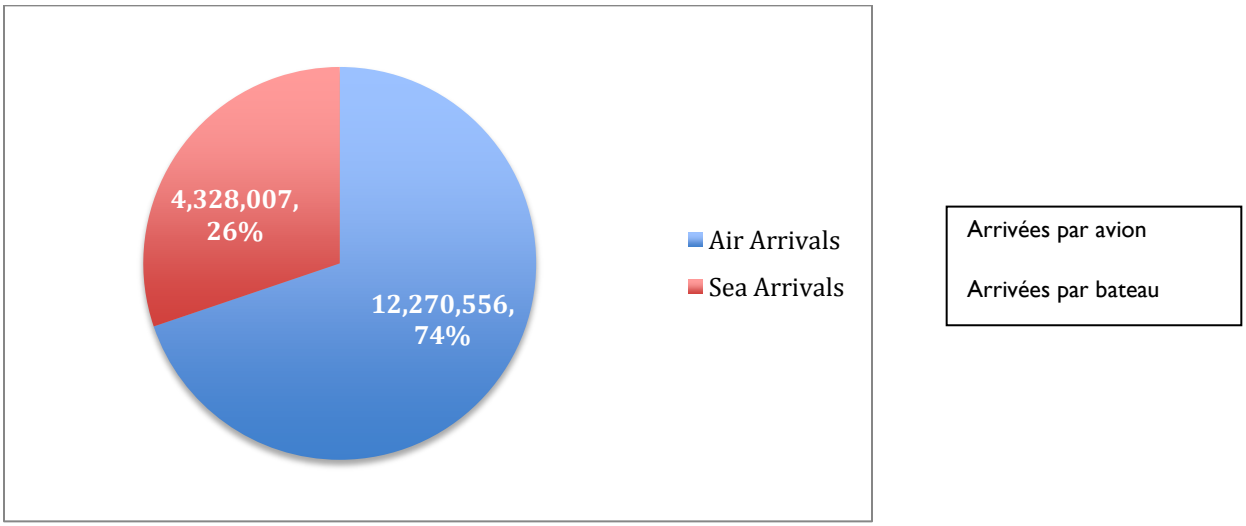

Figure 2 : répartition entre les arrivées par avion et les arrivées par bateau – pour toutes les îles.

Les personnes qui arrivent par avion dans les îles du Pacifique représentent une large majorité de visiteurs par rapport à ceux qui s'y rendent par la mer. Bien que le chiffre global de visiteurs par avion augmente, le nombre de visiteurs par navire de croisière augmente nettement plus vite.

Arrivées par avion	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM	Total
Îles Fidji[10]	486 503	488 449	490 403	492 364	494 334	0,4 %	2 452 053
Polynésie française	136 432	143 682	137 349	141 921	147 651	2,1 %	707 035
Île de Guam	1 150 201	1 298 641	1 328 761	1 330 721	1 400 397	5,2 %	6 508 721
Nouvelle-Calédonie	111 875	112 204	107 753	107 187	113 951	0,5 %	552 970
Îles des Palaos	118 055	124 286	111 145	146 867	167 481	10,2 %	667 834
Îles Samoa	124 705	131 842	122 120	128 624	117 824	-1,2 %	625 115
Îles Tonga	46 005	47 457	48 188	50 436	53 752	4 %	245 838
Îles du Vanuatu	93 960	108 161	110 109	108 808	89 952	-0,4 %	510 990
	2 267 736	2 454 722	2 455 828	2 506 928	2 585 342	3,4 %	12 270 556
Part du nombre total d'arrivées	77 %	76 %	73 %	72 %	72 %		74 %

Tableau 3 : arrivées annuelles par avion de 2011 à 2015.

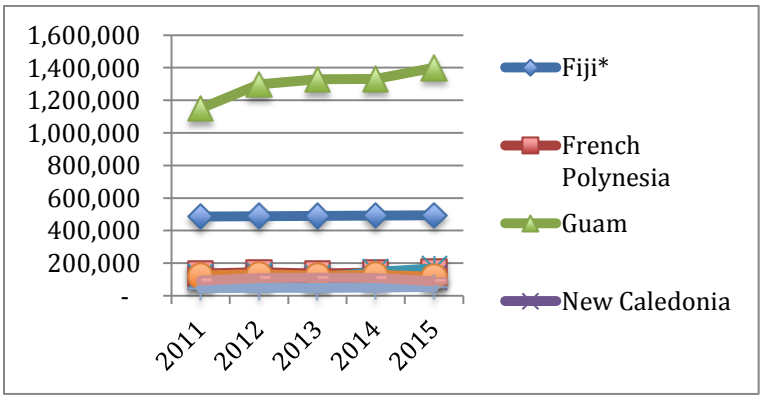

Figure 3 : arrivées annuelles par avion de 2011 à 2015.

[10] Voir note de pied de page 6.

Arrivées par bateau	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM	Total
Îles Fidji[11]	188 547	172 141	185 687	200 266	260 501	9,3 %	1 007 142
Polynésie française	60 016	65 806	76 929	86 352	91 426	11,2 %	380 529
Île de Guam	9 577	9 394	5 736	12 371	8 653	11,2 %	45 731
Nouvelle-Calédonie	235 684	277 941	385 925	421 636	444 124	17,8 %	1 765 310
Îles des Palaos[12]	-	-	-	-	-	0 %	-
Îles Samoa	2 898	2 722	2 459	3 172	3 077	2,6 %	14 328
Îles Tonga	27 641	16 265	20 519	7 957	9 432	-14,4 %	81 814
Îles du Vanuatu	154 938	213 243	247 296	220 205	197 471	8,1 %	1 033 153
TOTAL :	679 301	757 512	924 551	951 959	1 014 684	10,8 %	4 328 007
TOTAL %	23 %	24 %	27 %	28 %	28 %		26 %

Tableau 4 : arrivées annuelles par bateau de 2011 à 2015.

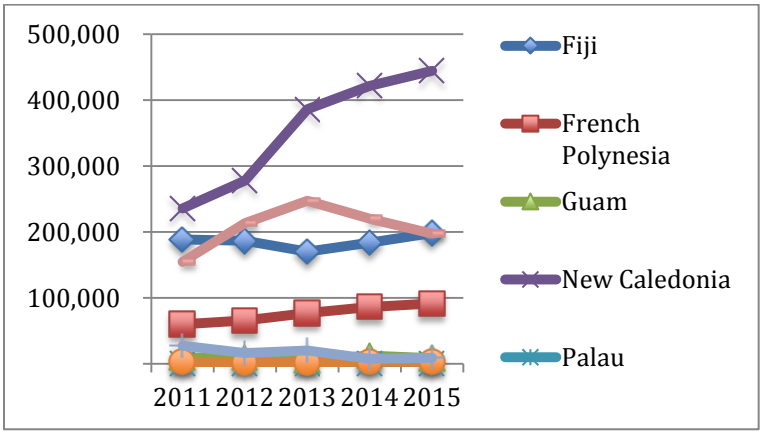

Figure 4 : arrivées annuelles par bateau de 2011 à 2015.

Si l'on compare les arrivées par avion aux arrivées par bateau pour les îles de Guam et des Palaos – toutes situées dans l'hémisphère nord – celles-ci présentent des valeurs aberrantes au regard des modes d'arrivée des visiteurs, avec presque 100 % des visiteurs utilisant la voie aérienne. Si l'on élimine ces deux pays de notre analyse, les visites par voie aérienne ne dominent plus les visites par voie maritime de manière aussi évidente. En effet, le mode de voyage utilisé par les visiteurs est presque toujours le même et il s'accompagne d'une croissance rapide des arrivées par bateau dans le sud du Pacifique au niveau de plusieurs destinations phares en environnement marin. Cela souligne l'importance fondamentale d'un engagement avec les compagnies de croisière au titre d'une stratégie centrale visant à répondre au tourisme durable dans la région.

[11] Voir note de pied de page 6.
[12] Les îles Palaos ne suivent pas les visites par type d'arrivée et les visites par navire de croisière ne représentent pas un chiffre significatif.

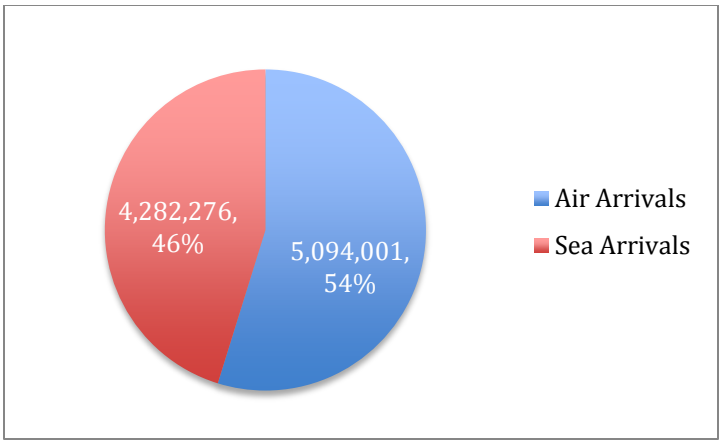

Figure 5 : part des visiteurs par avion et par bateau – sud du Pacifique uniquement.

Tout en écartant les îles de Guam des statistiques, les îles Fidji représentent la destination la plus fréquentée par air en conservant une marge d'avance considérable, bien que nous ne soyons pas certains du volume exact de visites par voie aérienne. Même si les chiffres du Tableau 5 font état d'une croissance lente et régulière du nombre d'arrivées par voie aérienne dans les îles Fidji, il s'agit simplement de la conséquence de notre tentative de distinguer le nombre d'arrivées par avion du nombre d'arrivées par bateau qui était initialement en corrélation avec les visites par navire de croisière en Nouvelle-Calédonie partageant souvent leur itinéraire avec les ports d'escale des îles Fidji.

Arrivées par avion	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM	Total
Îles Fidji[13]	486 503	488 449	490 403	492 364	494 334	0,4 %	2 452 053
Polynésie française	136 432	143 682	137 349	141 921	147 651	2,1 %	707 035
Nouvelle-Calédonie	111 875	112 204	107 753	107 187	113 951	0,5 %	552 970
Îles Samoa	124 705	131 842	122 120	128 624	117 824	-1,2 %	625 115
Îles Tonga	46 005	47 457	48 188	50 436	53 752	4 %	245 838
Îles du Vanuatu	93 960	108 161	110 109	108 808	89 952	-0,4 %	510 990
TOTAL	999 480	1 031 795	1 015 922	1 029 340	1 017 464	0,5 %	5 094 001
TOTAL %	60 %	58 %	53 %	52 %	50 %		54 %

Tableau 5 : arrivées annuelles par avion – sud du Pacifique uniquement – 2011-2015.

[13] Voir note de pied de page 6.

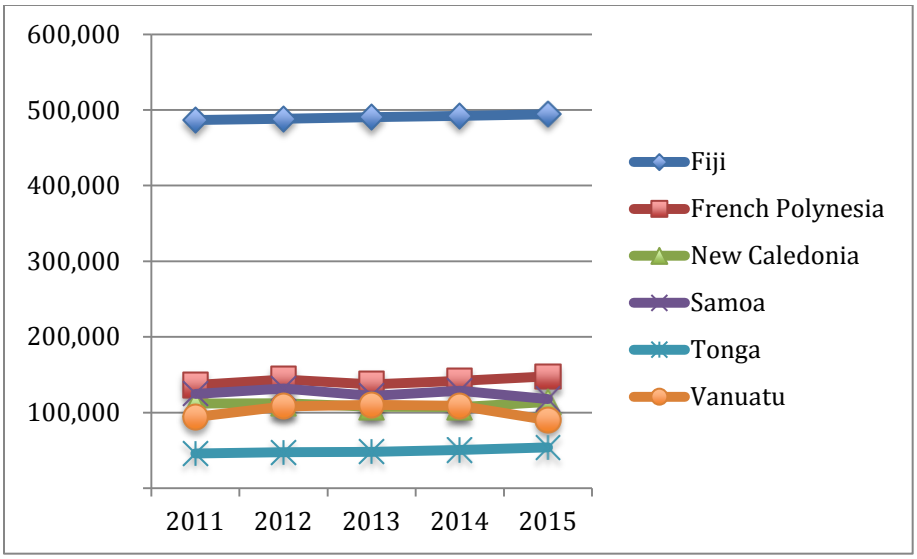

Figure 6 : arrivées annuelles par avion – sud du Pacifique uniquement – 2011-2015.

Le suivi des arrivées par navire de croisière et par voie aérienne dans les îles Fidji permettra de bénéficier d'une catégorie de données supplémentaires pour l'évaluation régionale du nombre de visites employant ce mode d'arrivée dans la région et il contribuera à l'élaboration de meilleures politiques.

Arrivées par bateau	2011	2012	2013	2014	2015	TCAM	Total
Îles Fidji[14]	188 547	172 141	185 687	200 266	260 501	9,3 %	1 007 142
Polynésie française	60 016	65 806	76 929	86 352	91 426	11,2%	380 529
Nouvelle-Calédonie	235 684	277 941	385 925	421 636	444 124	17,8 %	1 765 310
Îles Samoa	2 898	2 722	2 459	3 172	3 077	2,6 %	14 328
Îles Tonga	27 641	16 265	20 519	7 957	9 432	-14,4 %	81 814
Îles du Vanuatu	154 938	213 243	247 296	220 205	197 471	8,1 %	1 033 153
TOTAL :	669 724	748 118	918 815	939 588	1 006 031	11 %	4 282 276
TOTAL %	40 %	42 %	47 %	48 %	50 %		46 %

Tableau 6 : arrivées annuelles par bateau – sud du Pacifique uniquement – 2011-2015.

[14] Voir note de pied de page 6.

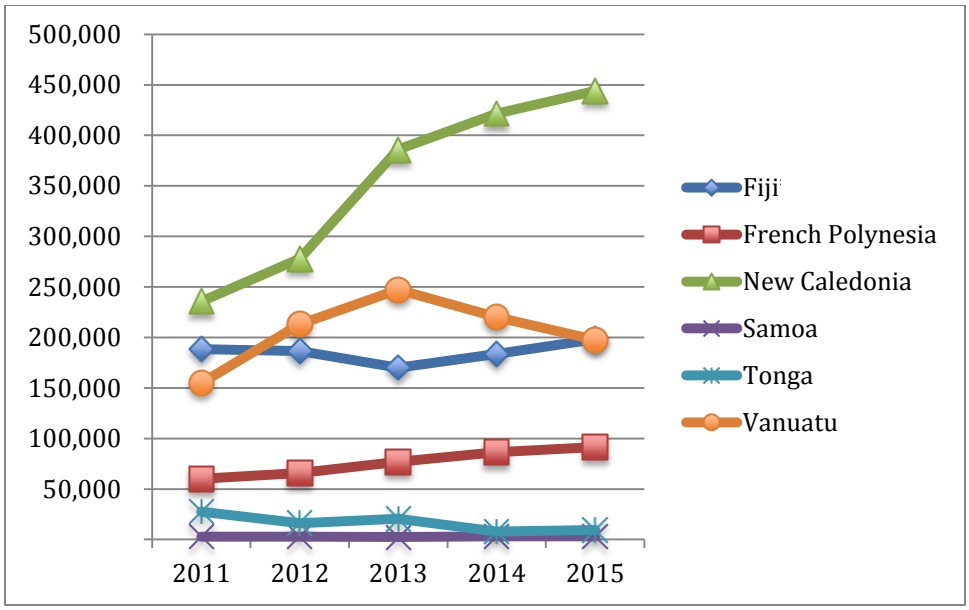

Figure 7 : arrivées annuelles par bateau – sud du Pacifique uniquement – 2011-2015.

Définition de « durable »

Pour les nombreuses raisons exposées dans ce rapport, la croissance du nombre de visiteurs ne peut pas se poursuivre avec la même intensité dans le secteur du tourisme. Ainsi, un nouveau modèle de tourisme – qui met l'accent sur le développement plutôt que sur la croissance[15]– doit être défini et diffusé dans toutes les îles du Pacifique.

Au-delà d'un simple mode de voyage ou de visite, le tourisme durable (également appelé tourisme responsable ou conscient) constitue également un cadre pour une approche visant à développer un secteur du tourisme tout autant axé autour de la qualité que de la quantité.

Bien qu'aucun chiffre spécifique à la région du Pacifique ne soit disponible, le tourisme durable se développe dans le monde entier.[16] En plus d'insister sur la façon de voyager avec de moindres conséquences, un des éléments importants du tourisme responsable/conscient implique pour les visiteurs de consacrer tout ou partie de leur temps passé dans un pays ou un territoire à une activité bénévole de restauration culturelle ou environnementale. Par exemple, le tourisme « à la ferme » est un des aspects du tourisme responsable/conscient.

Nous pensons que cette niche touristique pourrait constituer une excellente base pour les îles du Pacifique afin qu'elles puissent tirer parti de ces ressources pour promouvoir l'environnement naturel tout en construisant et développant une marque de durabilité environnementale.

Comme nous l'avons souligné dans notre proposition de projet, nous nous appuyons sur une définition plus large de la durabilité par rapport à notre soumission initiale qui visait à répondre à deux éléments spécifiques. Tout d'abord, nous employons le terme « durabilité » pour le secteur du tourisme au sens large et nous recherchons des moyens de rendre le tourisme à grande échelle plus durable, généralement par le biais d'améliorations des infrastructures et de la définition de normes de performances minimales incluant des composantes de durabilité environnementale, sociale et économique. Deuxièmement, dans le Livrable 4, nous formulerons des recommandations pour le

[15] http://www.diffen.com/difference/Economic_Development_vs_Economic_Growth
[16] http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2211973612000396

développement d'une transformation plus large vers la création et l'expansion d'un secteur écotouristique officiel.

Ainsi, notre exposé des impacts sur l'environnement et la conservation du patrimoine culturel sera axé autour du nombre global de visites en supposant que tous les visiteurs ont un impact soit sur les infrastructures touristiques, soit sur les activités et les lieux touristiques, ou encore sur les deux aspects à la fois.

Aux niveaux actuels du développement, la « durabilité » telle qu'elle se rapporte au tourisme à grande échelle, ou l' « écotourisme » tel qu'il se rapporte à la fois aux infrastructures et aux activités, ne peut être décrit que de manière empirique et non analysé par le biais d'échantillons de données suffisamment importants permettant d'en tirer des conclusions significatives.

La croissance face au développement

Pour les besoins de ce rapport, Cameron-Cole établit une distinction entre la croissance et le développement concernant l'évolution du tourisme durable.

Un modèle axé sur la croissance a tendance à poursuivre l'objectif de base – une augmentation des chiffres – sans intégrer pleinement les limites systémiques, généralement à caractère environnemental et/ou social, mais aussi financier de temps à autre. Des stocks limités (généralement en matière de ressources naturelles ou sociales) sont puisés dans le but d'augmenter les volumes avec peu d'égard vis-à-vis de l'impact de la diminution des stocks et des incidences sur les flux naturels qui en résultent.

Un modèle axé autour du développement met l'accent sur des paramètres qui vont au-delà de considérations économiques et incluent le bien-être social et environnemental. Le développement met également l'accent sur la suffisance et le respect des limites des ressources disponibles prescrites par les flux et processus naturels.

Il existe de nombreuses façons de combiner les activités du tourisme responsable/conscient avec les activités de tourisme durable. Plus particulièrement, l'accès à des sites sensibles pourrait être réservé en partie à des participants à des programmes de tourisme durable. La capacité de sécurisation des accès à des zones réglementées constituerait un attrait certain pour de nombreux voyageurs.

Comme nous l'évoquerons plus en détail dans le Livrable 2, les accès réglementés à une ressource lui confèrent davantage de valeur. Cela procurerait également l'avantage de permettre une restauration ou un maintien plus poussé des conditions intactes de ces précieuses ressources.

Il n'existe pas encore de « marché/secteur du tourisme durable » dans le Pacifique

En général, le niveau de visites et le degré de gestion des ressources dans le secteur du tourisme ne sont pas durables. En particulier, les activités touristiques impliquant une relation entre des éléments marins uniques, qu'il s'agisse de récifs côtiers, de sites de plongée en mer ou d'interactions avec des espèces importantes telles que des baleines, des requins, des raies, etc., ne sont pas suffisamment encadrées par des principes établis régissant la nature et les caractéristiques des interactions, et elles ne bénéficient pas non plus du degré de supervision et de mise en pratique nécessaire à la protection des espèces ou des sites.

Des initiatives ont été entreprises, certaines conduites par le gouvernement, d'autres à l'initiative du secteur privé, afin de fournir les orientations et structures nécessaires visant à garantir que les interactions avec les sites ou les espèces sensibles soient encadrées par des pratiques durables.

Cameron-Cole pense que les trois éléments suivants doivent être présents afin qu'un secteur ou une partie d'un secteur puisse être qualifié comme tel :

1) Un ensemble de normes de performance cohérent – à la fois en matière de performances minimales et de performances supérieures – définissant les éléments distinguant le secteur des autres secteurs. Par exemple, comment se distingue le tourisme « durable » du tourisme « conventionnel » ?

2) Une organisation professionnelle qui aide à définir les normes et met en place un forum pour un développement et des améliorations plus poussés du secteur.

3) Un volume suffisant traduisant un impact significatif soit sur le plan économique, soit en pourcentage du total du secteur.

Bien qu'il existe des normes de performance définissant le tourisme durable, aucune n'a été retenue par un large ensemble d'acteurs dans la région du Pacifique. En effet, à notre avis, il n'est pas possible de vérifier l'impact spécifique du « tourisme durable » sur l'environnement, la conservation du patrimoine naturel, ou de distinguer les arrivées des visiteurs voyageant dans le cadre du tourisme durable et d'isoler l'impact économique de cette activité.

Par conséquent, notre analyse et nos recommandations concerneront le statut actuel du secteur du tourisme du sud du Pacifique de manière générale, elles identifieront les points où les composantes conventionnelles des infrastructures touristiques existantes peuvent devenir plus durables tout en identifiant simultanément les insuffisances qui empêchent le secteur du tourisme durable d'être défini, et elles conduiront à des recommandations visant à remédier à ces insuffisances. Un ensemble d'activités parallèles concernant à la fois les volets réglementaire et optionnel/de marché s'impose au secteur du tourisme dans son ensemble afin qu'il devienne plus durable, mais aussi pour qu'une niche « écotouristique » puisse se développer.

Cameron-Cole fonde ses recommandations sur le protocole de transformation du marché du tourisme durable qui a été développé par Rob Watson exerçant les fonctions d'investigateur principal et qui a fait la preuve de son efficacité dans la transformation de différents secteurs depuis le secteur des services publics et des économies d'énergie jusqu'au secteur des bâtiments écologiques. Le processus consistant à suivre ce protocole de transformation de marché (PTM) devra respecter les trois critères d'exigence identifiés ci-dessus pour un secteur : 1) l'élaboration de normes minimales et supérieures, 2) la nécessité pour le secteur d'activité de soutenir des groupes et 3) un nombre suffisant de participants pour définir un secteur.

Figure 8 : protocole de transformation de marché pour le tourisme durable.

La contribution économique du tourisme

La connaissance de la mesure dans laquelle le tourisme contribue à l'économie d'un pays ou d'un territoire est d'un intérêt évident. Hélas, peu de pays et territoires du Pacifique produisent de données facilement disponibles sur le sujet. Heureusement, le World Travel and Tourism Council (WTTC) produit toute une série d'excellentes monographies répondant précisément aux questions que nous nous posons. Nous puisons les données au sein de quatre rapports dont un regroupant 12 pays et territoires sous l'appellation « Autres pays et territoires océaniques » et trois concernant des pays seuls – les îles Fidji, les îles Tonga et les îles du Vanuatu (voir tableau 8).[17]

Les rapports annuels du WTTC sur l'impact des voyages et du tourisme concernent plusieurs questions économiques telles que la contribution directe du tourisme au PIB ainsi que la contribution totale (directe, indirecte et induite). En outre, les rapports annuels suivent les emplois directs et totaux en lien avec le secteur ainsi que la part contributive des dépenses directes effectuées par les étrangers établie en pourcentage des exportations. En plus des chiffres actuels, le WTTC produit des chiffres prévisionnels pour chacun de ces domaines.

PIB en lien avec le tourisme (en millions d'USD)	Tourisme	% du PIB total
Contribution directe 2016	5 035	12,7 %
Contribution directe 2026	8 892	13,7 %
Total 2016	13 407	33,8 %
Total 2026	23 482	36,3 %
Croissance totale moyenne du PIB (2016-2026)	8,4 %	% du total des exportations
« Visiteurs dans le chiffre des exportations » (2016)	9 789	48,8 %
« Visiteurs dans le chiffre des exportations » (2026)	17 593	47,7 %
Emplois		% de la totalité des emplois.
Contribution directe 2016	120 500	14,7 %
Contribution directe 2026	149 000	16,4 %
Total 2016	307 000	37,2 %
Total 2026	373 000	41,0 %
Croissance totale moyenne de l'emploi (2016-2026)	2,4 %	

Tableau 7 : contribution économie du tourisme pour 15 pays et territoires du Pacifique.[18]

Selon les informations agrégées sur 15 pays et territoires, il apparaît clairement que le tourisme

[17] World Travel and Tourism Council (WTTC), Travel & Tourism ECONOMIC IMPACT 2016--OTHER OCEANIC STATES; [...]: Fidji; [...]: TONGA; [...]: VANUATU. (4 rapports) mars 2016. Remarque : nous avons exclu le rapport issu de la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans la mesure où le tourisme a un impact inférieur à 1 % sur le PIB et l'emploi dans ce pays ; l'intégration de ces chiffres aurait faussé l'importance globale du tourisme dans la région. La méthodologie appliquée pour obtenir ces chiffres peut être consultée ici : http://www.wttc.org/-/media/files/reports/economic-impact-research/2016-documents/2016methodology-final.pdf

[18] Chiffres agrégés issus des rapports du WTTC et de calculs effectués par Cameron-Cole. Voir l'Annexe A pour consulter le tableau détaillé.

représente un secteur important sur le plan régional pour les pays et territoires du Pacifique et qu'il constitue un secteur pour lequel on s'attend à ce que cette importance soit croissante.[19] Les dépenses directes en pourcentage du PIB devraient atteindre presque 14 % d'ici 2026 alors qu'elles représentent près de 13 % aujourd'hui. Lorsque l'on intègre les activités économiques indirectes et induites liées au tourisme en 2016, elles représentent plus d'un tiers de l'économie régionale et seront supérieures à 36 % d'ici 2026. Ce que nous appelons « les visiteurs dans les chiffres des exportations »[20] représente presque la moitié de l'ensemble des exportations réalisées par les pays et territoires étudiés. De la même manière, le tourisme a un impact encore plus important sur l'emploi, représentant presque 15 % des emplois directs actuels, et il est prévu que ce chiffre dépasse les 16 % d'ici 2026. Lorsque les activités indirectes et induites sont prises en compte, ces chiffres atteignent 37 % et 41 % respectivement.

Même s'il apparaît clairement que le tourisme pèse sur le plan régional, les contributions aux économies nationales varient considérablement. Par exemple, le tourisme chiffré en pourcentage du PIB des îles Tonga représente environ un tiers de celui des îles Vanuatu et Fidji. En outre, l'agrégation de 12 pays et territoires insulaires sous la dénomination « autres pays et territoires océaniques » dissimule d'autres variations importantes potentielles de la contribution du tourisme aux différentes économies nationales.

Étant donné que les activités et l'emploi liés au tourisme constituent l'un des moteurs les plus importants des économies des îles du Pacifique, nous recommandons que le SPREP et les pays et territoires insulaires travaillent avec le World Travel and Tourism Council dans le but d'harmoniser la collecte de données et les initiatives en matière d'analyse afin de garantir une évaluation la plus fiable possible. Nous pensons qu'un tel partenariat résulterait en des bénéfices mutuels.

Comme indiqué dans notre rapport, les composantes « durables » du secteur du tourisme ne sont pas correctement définies et ne sont pas suffisamment importantes pour ressortir au niveau national. Si le SPREP développait un partenariat stratégique avec le WTTC, ce partenariat pourrait revêtir un tout autre aspect utile à travers le développement de mesures et de données spécifiques au tourisme durable qui pourraient ensuite être agrégées au niveau régional et utilisées pour suivre les avancées de la croissance du secteur.

---

[19] L'Annexe B montre les résultats individuels pour les îles Fidji, les « autres pays et territoires océaniques », les îles Tonga et les îles du Vanuatu.

[20] Les « visiteurs dans le chiffre des exportations » représentent les dépenses intérieures effectuées par les visiteurs étrangers. Voir, par exemple, les rapports d'impact économique du WTTC *op.cit. à la page 5*.

Impact environnemental et social

Comme relevé plus haut, nous n'avons actuellement aucune donnée directe concernant l'impact social et environnemental du tourisme. À titre de cadre pour l'évaluation des impacts environnementaux potentiels, nous nous appuierons sur l'indice de vulnérabilité environnementale, un outil d'évaluation international en partie parrainé par le SPREP.

L'indice de vulnérabilité environnementale (IVE) est un indicateur général de la capacité d'un pays à s'adapter ou à résister aux vulnérabilités d'un point de vue environnemental et social. L'IVE a été développé pendant plusieurs années et il a atteint son stade le plus avancé dans un rapport daté de 2005 intitulé « Building Resilience in SIDS » (Construire la résilience dans les petits États insulaires en développement). L'IVE a été élaboré par la South Pacific Applied Geoscience Commission (SOPAC) conjointement avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP)

L'IVE regroupe les pays au sein de cinq catégories de vulnérabilité allant de très vulnérable (code couleur rouge) à résilient (code couleur vert). Les catégories de vulnérabilité sont établies sur la base de l'évaluation de 50 indicateurs différents regroupés au sein de sept domaines distincts d'impact environnemental. L'IVE identifie et tente de quantifier trois aspects en matière de vulnérabilité :

1. le risque que survienne un danger ;
2. la capacité inhérente de résistance aux sinistres ; et
3. la vulnérabilité découlant de sinistres antérieurs.[21]

Études d'impact économique
1. Îles Samoa américaines
2. Îles Cook
3. Îles Fidji
4. Polynésie française
5. Île de Guam
6. Île Marshall
7. États fédérés de Micronésie
8. Nouvelle-Calédonie
9. Niue
10. Îles Mariannes du Nord
11. Îles des Palaos
12. Îles Samoa
13. Îles Tonga
14. État des Tuvalu
15. Îles du Vanuatu

Tableau 8 : Pays ayant fait l'objet d'une évaluation de l'impact économique du tourisme par le WTTC.

Extrêmement vulnérable > 365

Très vulnérable > 315

Vulnérable > 265

Risqué > 215

Résilient < 215

Figure 9 : catégories de vulnérabilité de l'indice de vulnérabilité environnemental.

Le risque associé au danger dépend de la fréquence et du degré des événements qui peuvent, par définition, nuire à l'environnement. Ce risque est à son tour qualifié en fonction de deux types de vulnérabilité : la « vulnérabilité inhérente » et « la vulnérabilité acquise ». La résilience ou la résistance inhérente de l'environnement fait référence aux caractéristiques naturelles d'un pays tendant à le rendre plus ou moins capable de faire face aux dangers naturels et anthropiques.[22] Par exemple, les pays et

[21] L'indice de vulnérabilité environnementale (IVE), 2004 at 11. Un sinistre peut résulter d'activités naturelles ou anthropiques.
[22] Ibid.

territoires insulaires du Pacifique situés à une faible altitude sont intrinsèquement vulnérables à l'élévation du niveau de la mer. La vulnérabilité acquise provient de sinistres survenus antérieurement et elle concerne l'intégrité écologique ou le niveau de dégradation des écosystèmes. Ainsi, un pays ou territoire insulaire dont les forêts naturelles de mangrove ont été détruites serait considérablement plus exposé à une vulnérabilité acquise qu'un pays dont ces forêts seraient restées intactes ou auraient été restaurées à un degré significatif.

Citons d'autres éléments du rapport technique de l'IVE :

> « Les risques relatifs à l'environnement naturel comprennent tout événement ou processus susceptible de causer un sinistre. Cela inclut les événements et processus naturels et humains tels que le temps et la pollution... [Dans la mesure où] les dangers naturels et humains affectent l'environnement de façon interactive à plusieurs égards... une approche intégrée s'impose pour l'analyse des questions de vulnérabilité. Par exemple, les effets des cyclones sur les communautés naturelles sont plus violents lorsque les écosystèmes marins et riverains ont été altérés par la pollution et une surexploitation. Des perturbations naturelles importantes peuvent conduire à de faibles niveaux de populations d'organismes ou les rendre plus variables. Ce phénomène accentue à son tour le risque d'extinction locale découlant d'autres dangers. La fréquence et le degré des perturbations naturelles ne peuvent être dissociés des effets des perturbations humaines et doivent être intégrés au concept de vulnérabilité environnementale ».

La vulnérabilité environnementale dépend également du degré de perturbation, et l'indice de vulnérabilité environnementale traduit ce degré en prenant en considération les domaines au-delà desquels le danger doit être absorbé ou atténué. De cette manière, il est possible d'évaluer l'impact réel sur les écosystèmes fragiles des impacts fortement concentrés.[23]

Sur les 22 îles du Pacifique figurant sur la liste de l'IVE, 10 d'entre elles ont été qualifiées d' « extrêmement vulnérables », 5 de « très vulnérables » et 6 de « vulnérables ». Une seule de ces îles est classée dans l'une des deux catégories les moins vulnérables « en risque » et « résilient ». Les trois composantes de la vulnérabilité – les dangers, la résistance et le sinistre – ont été évaluées à l'aide des 50 indicateurs sur une échelle de 1 à 7.

La plupart des îles que nous avons étudiées ou visitées relèvent de la catégorie des petits États insulaires en développement (PEID), à l'exception des îles qui constituent des territoires dépendants ou des protectorats de pays en développement. Le Tableau 9 et l'Annexe A fournissent les indicateurs et la répartition des sous-indices environnementaux ainsi que la note de vulnérabilité environnementale qui en résulte.

[23] Ibid.

Pays/Territoire	Catégories de vulnérabilité environnementale	PEID	Utilisation de moins de 80 % des données[24]	IVE	Dangers	Résistance	Sinistre
1. Papouasie-Nouvelle-Guinée	Risqué	PEID	-	251	2,69	3,38	1,27
2. Îles Salomon	Vulnérable	PEID	-	281	2,92	4,13	1,45
3. Îles du Vanuatu	Vulnérable	PEID	-	285	2,83	4,13	1,7
4. Nouvelle-Calédonie	Vulnérable		X	290	2,75	3,43	2,5
5. îles Pitcairn	Vulnérable		X	304	2,08	5,29	2
6. Îles Wallis-et-Futuna	Vulnérable		X	304	1,69	5,14	3,5
7. Niue	Vulnérable	PEID	X	309	2,53	5	2,25
8. Îles Samoa	Très vulnérable	PEID	X	328	2,87	4,38	3,44
9. Îles Tokelau	Très vulnérable	PEID	X	328	1,87	5,71	4
10. Îles Fidji	Très vulnérable	PEID	-	333	3,36	4,25	2,55
11. Îles des Palaos	Très vulnérable	PEID	X	338	2,65	4,88	3,89
12. Île Marshall	Très vulnérable	PEID	-	348	3,13	4,75	3,67
13. État des Tuvalu	Extrêmement vulnérable	PEID	X	367	2,74	5,63	4,67
14. Îles Mariannes du Nord	Extrêmement vulnérable		X	378	1,9	4,86	5,71
15. Polynésie française	Extrêmement vulnérable		X	381	3,11	4	5,43
16. Îles Cook	Extrêmement vulnérable	PEID	-	383	3,07	5,5	4,86
17. Île de Guam	Extrêmement vulnérable	PEID	X	390	2,83	4,86	6,14
18. États fédérés de Micronésie	Extrêmement vulnérable	PEID	X	392	3,14	5	5,13
19. Îles Tonga	Extrêmement vulnérable	PEID	X	392	3,14	5,25	5
20. Îles Karibati	Extrêmement vulnérable	PEID	-	395	3,32	5,25	4,67
21. Île de Nauru	Extrêmement vulnérable	PEID	X	421	3,59	4,88	5,44
22. Îles Samoa américaines	Extrêmement vulnérable		X	436	3,31	5,29	5,8

Tableau 9 : indice de vulnérabilité environnementale pour les pays et territoires du SPREP.

Impacts culturels

« Nous sommes effectivement au centre [des changements climatiques mondiaux] aux Tuvalu. Nous sommes très, très inquiets...nous en souffrons déjà. Cela se présente déjà comme une arme de destruction massive et tous les indicateurs en font déjà état... nous avons juste besoin d'une direction collective pour résoudre cela... Les habitants des États des Tuvalu vont porter... le message annonçant que nous sommes en train de mourir ».

Le Premier ministre des États des Tuvalu, Enele Sopoaga[25]

À l'intérieur du pays, le sentiment d'impuissance face aux tendances intransigeantes du climat mondial,

[24] Les évaluations de l'IVE ont été réalisées à l'aide de 80 % ou moins de l'ensemble complet de données demandées ou recherchées. En conséquence, certains éléments de vulnérabilité ou de résilience peuvent faire défaut.
[25] https://www.yahoo.com/news/tuvalu-pm-says-climate-change-weapon-mass-destruction-032256122.html?ref=gs

exprimé d'une manière aussi claire par le Premier ministre des Tuvalu, Enele Sopoaga, laisse à la population une impression de dislocation sociale et culturelle. À son tour, cela entraîne un phénomène d'émigration et un sentiment de résignation susceptible d'empêcher la population de prendre ses responsabilités dans le but de construire un avenir durable.

Il n'existe que peu d'indicateurs et pratiquement aucune donnée traitant de la dislocation culturelle. Cependant, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, le plan d'action Agenda 21 apparu lors de la conférence de Rio en 1992 a observé les impacts mutuels du tourisme et du développement durable, et il a évalué les facteurs de leur succès. Une analyse de l'île des Caraïbes de Marie-Galante, appartenant au groupe d'îles de la Guadeloupe, a permis d'identifier de nombreux problèmes potentiels auxquels est confrontée la mise en œuvre du tourisme durable.

Sans le renforcement positif de la culture et de l'identité locale, un phénomène de cercle vicieux autoalimenté peut se produire[26] :

- La population décline, compte tenu notamment de l'exode rural et de l'immigration.
- Le chômage est élevé et il existe un manque de motivation, ce qui entraîne un déclin économique et social.
- Les investissements dans les milieux côtiers, à la fois terrestres et marins, sont insuffisants, ce qui peut conduire à une accumulation de déchets urbains, et à une érosion et une sédimentation qui auront pour effet d'exacerber le déclin démographique, social et économique.
- En contrepartie, le sentiment d'inéluctabilité incontrôlée lié aux pressions sociales environnementales peut entraîner un effet de croissance extrême sur les villes où la population cherche à tirer « son épingle du jeu » pendant qu'elle en a l'opportunité.
- Cela peut conduire à une surexploitation des ressources agricoles, forestières et minières, ainsi qu'à un développement faiblement contrôlé et d'autres schémas d'enrichissement rapide susceptibles de dégrader encore plus les paysages locaux.

Sans réponse à ces problèmes, tous ces facteurs peuvent se combiner pour affaiblir les ressources naturelles et les infrastructures de soutien susceptibles de rendre le sud du Pacifique encore plus attrayant pour le tourisme durable.

Travail saisonnier

Par rapport aux données démographiques d'autres pays en développement, celles des îles du Pacifique sont certainement les plus « préoccupantes » avec une répartition de la population qui dévie vers les groupes de population plus âgés. En effet, au cours de nos entrevues menées dans les cinq pays et territoires visités, le déplacement des secteurs jeunes de la population à l'extérieur des îles en raison du manque perçu ou réel d'opportunités dans l'économie actuelle a souvent été évoqué.

Nous constatons cela à travers le nombre d'insulaires attirés par des opportunités de travail offertes par la cueillette de fruits saisonnière en Australie et en Nouvelle-Zélande. Plus particulièrement, nous avons entendu dans les îles Tonga et du Vanuatu que les jeunes hommes quittaient leur famille pendant plusieurs mois consécutifs pour travailler à la cueillette de fruits. Bien qu'il existe une certaine complémentarité entre la saison de cueillette de fruits et les migrations saisonnières des baleines – le vecteur principal du tourisme dans les îles Tonga – l'offre importante de travail de cueillette peut constituer une excuse pour ne pas s'engager dans un travail régulier sur l'année dans le secteur du tourisme. Les flux migratoires de main-d'œuvre ne causent pas seulement une perturbation sociale découlant de longues périodes d'absence, mais ils ont également pour effet de réduire le réservoir de main-d'œuvre locale disponible pour pouvoir augmenter, et même maintenir, les niveaux de main-

[26] Agenda 21 local et du tourisme, UNEP, ICLEI (2003) p. 55.

d'œuvre nécessaire au secteur du tourisme.

Le gain d'argent est la principale motivation qui pousse ces insulaires à migrer vers les vergers d'Australie et de Nouvelle-Zélande. De manière ironique, après avoir intégré dans le calcul le voyage aller-retour et les coûts plus élevés de la vie, on constate qu'il serait possible de gagner plus d'argent en restant chez soi et en travaillant pour le secteur du tourisme. Ainsi, les personnes disposant de connaissances des environnements extérieurs et culturels locaux doivent être remplacées par des travailleurs étrangers provenant souvent des Philippines.

Langues

Un des autres défis culturels majeurs en matière de développement actuel et futur potentiel du secteur du tourisme – en particulier pour un secteur du « tourisme durable » – concerne les langues. L'écrasante majorité des touristes qui se rendent dans la région parlent anglais. Certains partis craignent que la nécessité de parler une deuxième langue pourrait avoir un effet de dilution sur les cultures dont la langue est une composante culturelle importante pour beaucoup d'entre elles.[27] D'autres constatent, en contre-partie, que le nombre relativement limité des rôles nécessitant la maîtrise d'une deuxième langue, ne représente pas une perturbation importante de l'integrité culturelle ou linguisitique.[28]

De plus, l'insuffisance de la pratique de la langue anglaise dans les territoires francophones constitue une barrière pour la croissance et le développement du tourisme durable à grande échelle et de l'écotourisme. Par exemple, en Nouvelle-Calédonie, les navires de croisière où les passagers sont principalement anglophones éprouvent souvent des difficultés vis-à-vis des inscriptions aux activités, qu'elles soient à dominante marine ou culturelle, en raison d'une insuffisance du nombre de guides parlant l'anglais.

Ce défi est aussi présent pour les guides touristiques locaux et autres professionnels qui interagissent régulièrement avec les visiteurs. De manière ironique, si le tourisme durable devait se développer autour de l'hospitalité communautaire comme cela a été suggéré au cours de l'événement de Blue Days, un effet possible serait le risque d'érosion de l'intégrité linguistique et culturelle, dans la mesure où de plus en plus de régions distantes soutiennent un tourisme à prédominance anglophone.

Les différends entre les sociétés sociocentriques et les sociétés égocentriques

Bien qu'il ne soit pas évident que le SPREP ou n'importe qui d'autre puisse y faire quoi que ce soit, il y aura des incidences culturelles de plus en plus importantes découlant de l'exposition des sociétés sociocentriques des îles du Pacifique aux sociétés égocentriques qui composent largement la population touristique. Cette exposition s'opère par le biais d'Internet indépendamment des interactions avec les touristes, et les moyens d'action efficaces sont donc limités.

De nombreux modèles de gouvernance et de décision importés dans le Pacifique puisent leurs sources dans des sociétés égocentriques au sein desquelles les droits et les prétentions individuels sont souvent privilégiés par rapport au bien-être social en général. Cela peut s'avérer particulièrement problématique dans le Pacifique et entraîner des conséquences en termes de « tragédie des biens communs » où le droit d'accès d'un individu/d'une société à des ressources touristiques fragiles, en particulier à des sites marins, conduit à un affaiblissement général de l'expérience pour les autres visiteurs, ainsi qu'à une dégradation des ressources elles-mêmes.

---

[27] https://www.culturalsurvival.org/ourpublications/csq/article/oceania-islands-land-people
[28] Communication personnelle, Lisa Humphrey, Ph.D. Anthropology, Pacific and Island Cultures.

Plans de certification et de labellisation

Il existe trois types fondamentaux de programmes de certification : la certification de première partie, de deuxième partie et de troisième partie, la certification de première partie consistant en une évaluation interne et les deux autres faisant appel à une évaluation externe.

La certification de première partie découle généralement d'un autocontrôle interne et les revendications environnementales sont exprimées sur cette base. La certification de deuxième partie est accordée par une entité externe. Cependant, l'entité qui procède aux vérifications – par exemple, un client ou un organisme de réglementation – est directement en lien avec la société ou le programme audité/ évalué, ou elle a un intérêt direct dans cette société/ce programme. Enfin, la certification de troisième partie indique que l'agent de certification ou le vérificateur est indépendant et désintéressé du programme/du projet. Bien que les normes de première et deuxième partie puissent être tout aussi rigoureuses que les normes de troisième partie, la reconnaissance du marché et la valeur de la marque sont nettement plus importantes lorsqu'une certification de troisième partie est accordée.

Il existe plusieurs écocertifications, agréments et programmes de labellisation internationaux[29] pour les constructions et complexes touristiques dans les îles du Pacifique. Toutefois, trois raisons expliquent la pénétration relativement faible du marché à ce jour : 1) les coûts ; 2) la complexité ; et 3) le manque d'éléments démontrant que la certification entraîne une meilleure rentabilité. Comme souligné dans la Livrable 2, l'instauration d'un lien entre l'accès aux sites/activités majeurs par les fournisseurs certifiés et agréés, et l'attribution des premiers droits de développement de nouveaux sites à des propriétés certifiées permettra d'envoyer un signal fort au marché concernant les avantages découlant de la certification et de l'agrément.

Parmi tous les pays que nous avons visités, seule la République du Vanuatu dispose d'un processus complet de développement de normes entrepris sous l'égide d'Ecotourism Australia. **Cette initiative intègre déjà de nombreux aspects du cadre protocolaire de transformation du marché et semble se poser comme modèle pertinent susceptible d'être reproduit dans la région du Pacifique.**

S'agissant du secteur touristique conventionnel, la République du Vanuatu dispose déjà d'un plan stratégique ainsi que de lois fixant les champs d'application, et elle a mené des projets de démonstration et pilotes concernant les normes minimales obligatoires. Ces normes ne bénéficient pas encore d'infrastructures et d'une appropriation suffisantes qui leur permettraient d'être appliquées à une échelle globale, en particulier au niveau des îles périphériques. Ces activités comportent toutes des éléments d'amélioration de la durabilité, toutefois, nous formulerons des recommandations supplémentaires dans un autre contexte.

Les activités et infrastructures écotouristiques ont fait leurs preuves et, sur la base des leçons apprises, un plan de développement stratégique du marché pour le secteur de l'écotourisme est prévu pour le début de 2017. Il conduira vers des projets de démonstration et l'adaptation des normes minimales obligatoires vers des normes de durabilité/d'écotourisme qui seront ensuite mises à l'essai. Le but consiste à faire en sorte que les normes écotouristiques soient en application à l'échelle nationale d'ici 2020.

Nous décrirons plus en détail dans les Livrables 3 et 5 le fonctionnement et le contenu du processus de normalisation du secteur du tourisme des îles du Vanuatu.

---

[29] Font notamment partie de ces programmes les programmes du Global Sustainable Tourism Council, de EarthCheck et les programmes Green Globe connexes pour les constructions et les complexes touristiques, ainsi que des programmes moins formels et de moindre envergure tels que les programmes de EnezGreen et de PADI GreenStar, et le programme PADI 100 % AWARE. Voir l'Annexe C pour consulter une liste partielle des programmes d'écocertification.

Annexe A

Descriptions des indicateurs IVE

Indicateurs	Types	Aspects	Sous-indices	Description
1. Vents forts	Temps et climat	Dangers	Changement climatique Désertification	- Vents excessifs annuels moyens sur les cinq dernières années (somme des vitesses du vent les jours pendant lesquels la vitesse maximale enregistrée du vent dépasse de 20 % la vitesse maximale moyenne des vents sur 30 ans pour ce même mois) constatés en moyenne sur les stations météorologiques de référence.
2. Périodes sèches	Temps et climat	Dangers	Changement climatique Exposition à des catastrophes naturelles Agriculture et pêche Eau Désertification	- Déficit pluviométrique moyen (en mm) sur les cinq dernières années pour tous les mois enregistrant une pluviométrie inférieure de 20 % au moins à la moyenne mensuelle sur 30 ans, constaté en moyenne sur les stations météorologiques de référence.
3. Périodes humides	Temps et climat	Dangers	Changement climatique Exposition à des catastrophes naturelles Agriculture et pêche Eau Désertification	- Précipitations excessives moyennes (en mm) sur les cinq dernières années pour tous les mois enregistrant une pluviométrie supérieure de 20 % au moins à la moyenne mensuelle sur 30 ans, constatées en moyenne sur les stations météorologiques de référence.
4. Périodes chaudes	Temps et climat	Dangers	Changement climatique Exposition à des catastrophes naturelles Désertification	- Températures excessives moyennes (en degrés Celsius) sur les cinq dernières années pour tous les jours enregistrant une température supérieure de 5° C au moins à la moyenne mensuelle des températures maximales sur 30 ans, constatées en moyenne sur les stations météorologiques de référence.
5. Périodes froides	Temps et climat	Dangers	Changement climatique Exposition à des catastrophes naturelles Désertification	- Insuffisance moyenne des températures (en degrés Celsius) sur les cinq dernières années pour tous les jours enregistrant une température inférieure de 5° C au moins à la moyenne mensuelle des températures minimales sur 30 ans, constatée en moyenne sur les stations météorologiques de référence.
6. Températures de la mer	Temps et climat	Dangers	Changement climatique Agriculture et pêche Biodiversité	- Écart moyen annuel de température à la surface de la mer au cours des cinq dernières années par rapport aux moyennes mensuelles sur 30 ans.
7. Volcans	Géologie	Dangers	Exposition à des catastrophes naturelles	- Risque volcanique cumulé calculé en fonction du nombre pondéré de volcans dont le risque d'éruption est supérieur ou égal à un indice d'explosivité volcanique (VEI) de 2 à une distance inférieure ou égale à 100 km des frontières terrestres du pays (divisé par la superficie du

				territoire).
8. Séismes	Géologie	Dangers	Exposition à des catastrophes naturelles	- Énergie sismique cumulée à une distance inférieure ou égale à 100 km des frontières terrestres du pays mesurée pour une magnitude locale (ML) supérieure ou égale à 6 et libérée à une profondeur d'au moins 15 km sur 5 ans (divisé par la superficie du territoire).
9. Tsunamis	Géologie	Dangers	Exposition à des catastrophes naturelles	- Nombre de tsunamis ou de tempêtes survenus avec une montée de la mer supérieure de 2 mètres à l'indice de marées hautes moyennes (MHWS) pour 1 000 km de rivage depuis 1900.
10. Glissements de terrain	Géologie	Dangers	Exposition à des catastrophes naturelles	- Nombre de glissements de terrain enregistré au cours des 5 dernières années (définitions de l'EM-DAT), divisé par la superficie du territoire.
11. Superficie du territoire	Géographie	Résistance	Changement climatique Biodiversité	- Superficie totale du territoire (en km^2)
12. Dispersion du pays	Géographie	Résistance	Changement climatique Biodiversité	- Rapport entre la longueur des frontières (terrestres et maritimes) et la superficie totale du territoire.
13. Isolement	Géographie	Résistance	Biodiversité	- Distance jusqu'au continent le plus proche (en km).
14. Reliefs	Géographie	Résistance	Changement climatique Désertification Biodiversité	- Amplitude altimétrique (point le plus haut moins le point le plus bas du pays ou territoire).
15. Plaines	Géographie	Résistance	Changement climatique Désertification Biodiversité	- Part des zones terrestres se situant au maximum à 50 mètres au-dessus du niveau de la mer.
16. Frontières	Géographie	Résistance	Biodiversité	- Nombre de frontières terrestres et maritimes (y compris les zones économiques exclusives (ZEE) partagées avec d'autres pays).
17. Déséquilibre des écosystèmes	Ressources et services	Sinistre	Biodiversité	- Moyenne pondérée des changements intervenus dans les niveaux trophiques depuis le commencement des activités de pêche (pour la tranche trophique $\leq 3,35$).
18. Ouverture environnementale	Ressources et services	Dangers	Biodiversité	- Importations annuelles moyennes de marchandises en USD sur les 5 dernières années quels que soient les moyens utilisés par km^2 de territoire.
19. Migrations	Ressources et services	Résistance	Biodiversité	- Nombre d'espèces connues migrant à l'extérieur du territoire à n'importe quel moment de leur vie (y compris les espèces terrestres et aquatiques), divisé par la superficie du territoire.
20. Espèces endémiques	Ressources et services	Résistance	Biodiversité	- Nombre d'espèces endémiques connues par million de kilomètres carrés de territoire.
21. Introductions d'espèces	Ressources et services	Sinistre	Changement climatique	- Nombre d'espèces introduites par millier de kilomètres carrés de territoire.

			Biodiversité	
22. Espèces menacées	Ressources et services	Sinistre	Biodiversité	- Nombre d'espèces menacées et vulnérables par millier de kilomètres carrés de territoire (définitions de l'UICN).
23. Extinction d'espèces	Ressources et services	Sinistre	Biodiversité	- Nombre d'espèces dont l'extinction a été reconnue depuis 1900 par millier de kilomètres carrés de territoire (définitions de l'UICN).
24. Couvert végétal	Ressources et services	Sinistre	Eau Désertification Biodiversité	- Part restante du couvert végétal naturel et régénéré (y compris les forêts, les zones humides, les prairies, la toundra, les associations désertiques et alpines).
25. Perte de couvert végétal	Ressources et services	Dangers	Eau Désertification Biodiversité	Changement du couvert végétal en pourcentage net durant les cinq dernières années.
26. Fragmentation des habitats	Ressources et services	Sinistre	Biodiversité	- Longueur totale des routes dans le pays divisée par la superficie du territoire.
27. Dégradation	Ressources et services	Sinistre	Eau Désertification	- Part des territoires fortement ou très fortement dégradés (définitions FAO/AGL Terrastat).
28. Réserves terrestres	Ressources et services	Dangers	Eau Biodiversité	- Part des surfaces terrestres légalement mise à l'écart pour constituer des réserves intactes.
29. Réserves marines	Ressources et services	Dangers	Eau Biodiversité	- Part de la plateforme continentale légalement désignée comme aire marine protégée (AMP).
30. Élevage intensif	Ressources et services	Dangers		- Production annuelle en tonnes des produits issus de l'élevage intensif (y compris de l'aquaculture, les porcs, les volailles) au cours des cinq dernières années et par kilomètre carré de territoire.
31. Engrais	Ressources et services	Dangers	Santé humaine Eau	- Degré annuel moyen d'utilisation d'engrais sur toute la superficie du territoire au cours des 5 dernières années.
32. Pesticides	Ressources et services	Dangers	Santé humaine Eau	- Utilisation annuelle moyenne des pesticides mesurée en kg/km^2 par an sur toute la superficie du territoire au cours des 5 dernières années.
33. Biotechnologie	Ressources et services	Dangers		- Nombre cumulé d'essais volontaires effectués sur le terrain pour des organismes génétiquement modifiés depuis 1986.
34. Surexploitation de la pêche de rendement	Ressources et services	Dangers		- Taux moyen de rendement : nombre de poissons capturés au cours des 5 dernières années.
35. Effort de pêche	Ressources et services	Dangers		- Nombre annuel moyen de pêcheurs par kilomètre de rivage sur les 5 dernières années.
36. Eau renouvelable	Ressources et services	Dangers	Changement climatique Santé humaine Eau	- Utilisation d'eau annuelle moyenne en pourcentage des ressources en eau renouvelables sur les 5 dernières années.

			Désertification	
37. Émissions de SO_2	Ressources et services	Dangers	Santé humaine	- Émissions annuelles moyennes de SO_2 sur les 5 dernières années.
38. Déchets produits et importés	Ressources et services	Dangers		- Déchets toxiques, dangereux et municipaux par kilomètre carré de territoire sur les 5 dernières années.
39. Traitement des déchets.	Ressources et services	Dangers	Santé humaine Eau	- Taux annuel moyen de déchets dangereux, toxiques et municipaux réellement pris en charge et traités au cours des 5 dernières années.
40. Industrie	Ressources et services	Dangers		- Utilisation annuelle moyenne d'électricité pour l'industrie sur les 5 dernières années par kilomètre carré de territoire.
41. Déversements	Ressources et services	Dangers		- Nombre total de déversements d'hydrocarbures et de substances dangereuses de plus de 1 000 litres sur les terres, dans les rivières ou dans les eaux territoriales par million kilomètres de côte maritime au cours des cinq dernières années.
42. Exploitation minière	Ressources et services	Dangers		- Production minière annuelle moyenne (incluant toutes les mines et carrières de surface et souterraines) par km^2 de territoire au cours des 5 dernières années.
43. Assainissement	Ressources et services	Dangers	Santé humaine	- Densité de population n'ayant pas accès à un assainissement sûr (définitions de l'OMS).
44. Véhicules	Ressources et services	Dangers		- Nombre de véhicules par kilomètre carré de territoire (données les plus récentes).
45. Population	Populations humaines	Sinistre	Changement climatique Exposition à des catastrophes naturelles Eau	- Densité totale de la population humaine (nombre par km^2 de territoire)
46. Croissance de la population	Populations humaines	Dangers	Eau	- Taux annuel moyen de croissance de la population sur les 5 dernières années.
47. Touristes	Populations humaines	Dangers		- Nombre annuel moyen de touristes internationaux par km^2 de territoire sur les 5 dernières années.
48. Agglomérations côtières	Populations humaines	Sinistre	Changement climatique Exposition à des catastrophes naturelles	- Densité de population vivant dans des agglomérations côtières, c.-à-d. avec un centre urbain se situant à 100 km au plus de toute côte maritime ou tout rivage de lac.
49. Accords environnementaux	Populations humaines	Dangers		- Nombre de traités environnementaux en vigueur dans le pays.
50. Conflits	Populations humaines	Sinistre		- Nombre moyen d'années de conflit dans le pays par période de dix ans au cours des 50 dernières années.

ANNEXE B

Impact économique du tourisme dans les îles du Pacifique

Impact du tourisme – chiffres concernant les contributions directes

Pays	Autres pays et territoires océaniques	% des autres pays et territoires océaniques	Îles Fidji[30]	En % du total pour les îles Fidji	Îles Tonga[31]	En % du total pour les îles Tonga	Îles du Vanuatu[32]	En % du total pour les îles du Vanuatu
PIB (en millions d'USD)								
Contribution directe 2016	4 301	12,5 %	571	14,1 %	26,0	5,90 %	136,6	18,2 %
Contribution directe 2026	7 635	13,5 %	1 000	15,4 %	40,5	7,10 %	216,2	19,1 %
Total 2016	11 421	33,1 %	1 557	38,7 %	74,5	16,90 %	354,9	47,3 %
Total 2026	20 220	35,8 %	2 574	39,7 %	117,5	20,60 %	571,2	50,5 %
Croissance totale moyenne du PIB (2016-2026)	5,30 %		5,20 %		4,70 %		4,90 %	
« Visiteurs dans le chiffre des exportations » (2016)	7 601	53,6 %	1 900	35,4 %	46,1	54,5 %	241,6	57,4 %
« Visiteurs dans le chiffre des exportations » (2026)	13 612	58,3 %	3 521	27,7 %	72,9	54,3 %	386,8	59,5 %
Emploi								
Contribution directe 2016	67 500	17,1 %	40 500	12,7 %	2 000	6 %	10 500	14,4 %
Contribution directe 2026	80 000	18,7 %	52 000	14,9 %	2 000	6,4 %	15 000	15,2 %
Total 2016	164 000	41,0 %	108 000	33,8 %	6 000	17,5 %	29 000	40,4 %
Total 2026	191 000	44,7 %	133 000	37,9 %	8 000	21,6 %	41 000	43,3 %
Moy. de la croissance totale de l'emploi (2016-2026)	1,60 %		2,10 %		2,80 %		3,60 %	

Pour élaborer notre tableau de synthèse dans le corps du rapport, nous avons normalisé et agrégé les données issues des quatre rapports du WTTC. Pour obtenir les chiffres du PIB et de l'emploi sur le plan national, nous avons simplement divisé les chiffres fournis par le pourcentage du total mentionné.

Pour le calcul des taux de croissance globaux, nous avons tenu compte de la croissance agrégée entre 2016 et 2026, puis nous l'avons divisée par 9.

[30] Données d'origine en dollars de Fidji. Converties au taux de 1 USD = 2 FJD.
[31] Données d'origine en TOP. Converties au taux de 1 USD = 2 TOP.
[32] Données d'origine en vatus. Converties au taux de 1 USD = 0,009 vatu.

Données dérivées des rapports du WTTC

	Autres pays et territoires océaniques	Îles Fidji	Îles Tonga	Îles du Vanuatu	Total
PIB total (en millions d'USD)					
Contribution directe 2016	34 408	4 052	440	751	39 651
Contribution directe 2026	56 556	6 494	570	1 132	64 751
Total 2016	34 505	4 022	441	750	39 717
Total 2026	56 480	6 482	570	1 131	64 664
	14 181	5 365	84	421	20 051
	23 348	12 711	134	650	36 844
Total des emplois.					
Contribution directe 2016	394 737	318 898	33 333	72 917	819 884
Contribution directe 2026	427 807	348 993	31 250	98 684	906 735
Total 2016	400 000	319 763	34 286	71 782	825 831
Total 2026	427 293	350 923	37 037	94 688	909 942

ANNEXE C

Labels et programmes touristiques obligatoires ou optionnels, ou labels et programmes écotouristiques applicables dans le sud du Pacifique

Pays ou territoires	Îles Fidji	Polynésie française	Nouvelle-Calédonie	Îles des Palaos	Îles Tonga	Îles du Vanuatu
Programmes officiels gouvernementaux ou d'organismes tiers privés	Plusieurs complexes touristiques et hôtels bénéficient d'une certification reconnue par le Global Sustainable Tourism Council[33]	Projet de certification LEED Les nouvelles installations doivent tenir compte des exigences d'efficacité de l'UE[34]	Les nouvelles installations doivent tenir compte des exigences d'efficacité de l'UE[35]	Formation et certification obligatoires des guides touristiques Pas de programmes ou de labels officiels pour l'écotourisme.	Pas de programmes ou de labels officiels.	Normes obligatoires pour le tourisme Normes écotouristiques certifiées par le gouvernement en développement sur la base des normes australiennes d'écotourisme.
Revendications de performance environnementale de première ou deuxième partie	Plusieurs propriétés ou activités bénéficiant de revendications écogîtes de première partie ou récompenses de l'industrie locale en matière de durabilité.	4 activités ou installations figurent dans la liste Enezgreen.com Plusieurs propriétés ou activités bénéficiant de revendications écogîtes de première partie ou reconnaissance de l'industrie locale en matière de durabilité.	5 activités ou installations figurent dans la liste Enezgreen.com Plusieurs propriétés ou activités bénéficiant de revendications écogîtes de première partie ou récompenses de l'industrie locale en matière de durabilité.	Plusieurs propriétés ou activités bénéficiant de revendications écogîtes de première partie ou récompenses de l'industrie locale en matière de durabilité.	Plusieurs propriétés ou activités bénéficiant de revendications écogîtes de première partie ou récompenses de l'industrie locale en matière de durabilité.	5 activités ou installations figurent dans la liste Enezgreen.com Plusieurs propriétés ou activités bénéficiant de revendications écogîtes de première partie ou récompenses de l'industrie locale en matière de durabilité.

[33] Ces labels incluent celui de EarthCheck et de Green Globe.
[34] Les faits montrent que ce n'est pas le cas.
[35] Ibid.

Cameron-Cole

California ▪ Colorado ▪ Florida
Illinois ▪ Massachusetts ▪ Tennessee

www.cameron-cole.com

creating sustainable success